

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Bretagne

Plérin, le 9 avril 2015

Unité Territoriale des Côtes d'Armor

Affaire suivie par : Frédéric BILLARDEY  
Tél. : 02 96 74 46 46 – Fax : 02 96 48 57  
N/REF : FB/SD – 2013-395  
S3IC n° 55-2372  
[frederic.billardey@developpement-durable.gouv.fr](mailto:frederic.billardey@developpement-durable.gouv.fr)

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

**Objet : Installations classées**  
**Modifications des conditions d'exploitation de la carrière DE KAOLIN**  
**Pétitionnaire : SAS SOKA - Commune de QUESSOY**  
**PJ: projet de prescriptions**

Par arrêté préfectoral du 23 juin 1997 modifié le 31 mai 1999 et 14 mars 2005, la société Kaolinière Armoricaïne (SOKA) dont le siège social est situé à SAINT-BRIEUC a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de kaolin situé à QUESSOY au lieu-dit « Meudon » pour une durée de 20 ans. Cette carrière d'une surface de 52 ha dont 45 ha à l'extraction dispose d'une autorisation d'extraction de 320 000 tonnes par an

### I - Contexte du dossier

Le dossier du 10 septembre 2014 sollicite l'autorisation de modifier les conditions d'exploiter du site dans le cadre de l'exploitation d'une unité de calcination de minéraux :

- Une augmentation du périmètre carrière en incluant les parcelles C 966 et C980 d'une superficie de 3 035 m<sup>2</sup>
- Un augmentation de puissance pour les installations de broyage, criblage,...de 830 kW à 1 100 kW
- Une augmentation de puissance thermique de 6,5 MWth à 8,5 MWth pour les installations de combustion fonctionnant au gaz naturel.

#### I.1 Classement autorisé par l'arrêté préfectoral

N° rubriques et régime	Nature et volume des activités	Capacité
2510.1 (autorisation)	Exploitation de carrière	Exploitation d'une carrière de kaolin d'une superficie de 52 ha dont 45 ha destiné à l'extraction et d'une production annuelle maximale de 320 000 tonnes
2515.1.a (autorisation)	Installations de concassage, criblage de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes d'une puissance installée totale supérieure à 500 kW.	Installations de broyage, criblage, ensachage, lavage de minéraux d'une puissance de 830 kW

2910.A.2 (déclaration)	Installations de combustion d'une puissance thermique supérieur à 2MW mais inférieur à 20 MW	Installations thermiques fonctionnant au fioul domestique d'une puissance thermique de 6,5 MW.
1432 (Non classable)	Stockage de liquide inflammable de capacité équivalente inférieur à 10 m <sup>3</sup>	Stockage en cuve enterrée de 30 m <sup>3</sup> de GNR soit 6 m <sup>3</sup> de capacité équivalente
1435 (Non classable)	Station service ouverte ou non au public d'un volume équivalent distribué annuellement compris entre 100 et 3500 m <sup>3</sup>	Volume distribué de GNR inférieur à 100 m <sup>3</sup>

## **I.2 Classement demandé par le pétitionnaire**

N° rubriques et régime	Nature et volume des activités	Evolution
2510.1 autorisation	Exploitation de carrière	Augmentation du périmètre avec le rajout des parcelles cadastrées C 966 et C 980 d'une superficie totale de 3 035m <sup>2</sup>
2515.1.a autorisation	Installations de concassage, criblage de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes d'une puissance installée totale supérieure à 500 kW.	Augmentation de la puissance de 830 kW à 1 100 kW
2910 (déclaration)	Installations de combustion d'une puissance thermique supérieur à 2MW mais inférieur à 20 MW	Augmentation de la puissance thermique de 6,5 MWth à 8,5 MWth
1432 (Non classable)	Stockage de liquide inflammable de capacité équivalente inférieur à 10 m <sup>3</sup>	Pas de modification
1435 (Non classable)	Station service ouverte ou non au public d'un volume équivalent distribué annuellement compris entre 100 et 3500 m <sup>3</sup>	Pas de modification

## **II - Contexte réglementaire et analyse de l'inspection des installations classées**

Les installations existantes sont réglementées par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation daté du 23 juin 1997 modifié.

Les modifications projetées ne dépassent pas les seuils de classement des rubriques concernées par rapport à l'arrêté préfectoral du 23 juin 1997 modifié. Le régime de classement des rubriques concernées par l'exploitation de l'unité de calcination restent identiques.

L'augmentation du périmètre de la carrière permettra l'implantation de l'unité de calcination. Cette augmentation de surface ne concerne pas la zone d'extraction de kaolin.

Concernant l'augmentation de puissance des installations de broyage et de combustion, si elles représentent de l'ordre de 30/32 %, les impacts et dangers restent similaires. Les deux impacts pouvant être les plus importants sont :

- l'impact sonore. La modélisation présente dans le dossier indique une émergence pour la zone d'émergence réglementée la plus proche de l'unité de calcination au lieu-dit « Meudon » de 0,7 dB(A) en période diurne et de 0,3 dB(A) en période nocturne. Des dispositions sont prévues compte tenu du fonctionnement en continu de l'installation (voir paragraphe suivant)

- l'impact lié aux rejets atmosphériques. Les mesures figurant dans le dossier démontrent que les rejets seront conformes (voir paragraphe suivant)

Une modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) est en cours suite à la limitation de hauteurs de bâtiments à 11 m et l'interdiction de s'implanter à moins de 25 m des routes RD28 et RD 765 dû à la réglementation de la zone Nc. Cela relève du code de l'urbanisme.

Le bâtiment prévu pour abriter l'unité de calcination est d'une hauteur de 17 m

## II.1 Modification de la fréquence des contrôles

### Impact nuisances sonores

La fréquence initiale des contrôles sonores sera ramené à trois ans au lieu de quatre ans. De plus, l'usine de calcination fonctionnant en permanence pendant 24 h et sur les 7 jours un contrôle en période de jour en semaine et un contrôle le dimanche ou jours fériés seront demandés sur la période des trois années et devront être conformes aux valeurs des tableaux ci-dessous :

<i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de la carrière et ses installations annexes)</i>	<i>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</i>	<i>6 dB(A)</i>	<i>4 dB(A)</i>
<i>Supérieur à 45 dB(A)</i>	<i>5 dB(A)</i>	<i>3 dB(A)</i>

<i>PÉRIODES</i>	<i>PÉRIODE DE JOUR</i> <i>Allant de 7h à 22h00,</i> <i>(sauf dimanches et jours fériés)</i>	<i>PÉRIODE DE NUIT</i> <i>Allant de 22h00 à 7h, et</i> <i>dimanches et jours fériés</i>
<i>Limite Sud Ouest</i> <i>Secteur : « Carloquet »</i>	<i>50 dB(A)</i>	<i>45 dB(A)</i>
<i>Limite Ouest</i> <i>Secteur : « La Ville Soule »</i>	<i>50 dB(A)</i>	<i>45 dB(A)</i>
<i>Limite Nord-Ouest</i> <i>Secteur : « Le Hotieux Guyomar »</i>	<i>45 dB(A)</i>	<i>40 dB(A)</i>
<i>Limite Nord-Est</i> <i>Secteur : « Le Grand Clos »</i>	<i>50 dB(A)</i>	<i>45 dB(A)</i>
<i>Limite Est</i> <i>Secteur : « Meudon »</i>	<i>65 dB(A)</i>	<i>55 dB(A)</i>

### Gestion de l'eau

Les eaux pluviales issues du bâtiment de calcination rejoindront les bassins de décantations existants. La nouvelle installation n'aura pas d'impact .

### Impact sur l'air : CALCINATEUR

Le calcinateur respectera les prescriptions de l'arrêté ministériel du 25/07/1997. L'inspection de l'environnement – spécialité installations classées a toutefois retenu d'encadrer plus précisément les paramètres de rejet, notamment compte tenu de la diversité des matériaux pouvant être calcinés (kaolin, talc, andalousite, mica,...) : HF, HCl, cadmium, mercure et thallium et leurs composés, arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés, plomb et ses composés, Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc et leurs composés. Il est prévu une autosurveillance de ces rejets par permutation circulaire des différents points de rejet.

### **Impact sur l'air : Broyeur et filtres à manches**

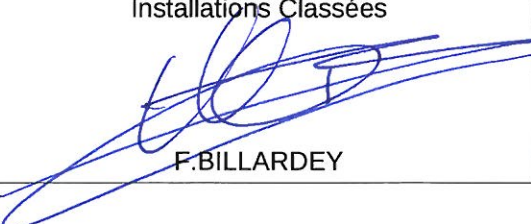
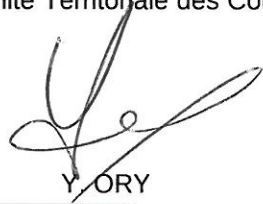
Les installations respecteront toutes les prescriptions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. L'inspection de l'environnement – spécialité installations classées propose de fixer la concentration limite en rejet de poussières à 30 mg/Nm<sup>3</sup> compte tenu des dispositifs de traitement retenu (filtres à manches).

Par ailleurs, le projet de prescriptions prévoit également des mesures de retombées de poussières afin de vérifier l'impact au niveau des zones d'habitations.

### **III - Conclusion et suite proposée**

En conclusion et conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement, l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées propose que certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation soient modifiées suivant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent arrêté et dont une copie a été adressée à l'exploitant.

L'inspection de l'environnement – spécialité installations classées propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites " formation carrières " d'émettre un avis favorable à la demande de l'exploitant de modifier les conditions de l'exploitation pour la demande relative au dossier selon le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Rédacteur	Approbateur
L' Inspecteur de l'environnement – spécialité Installations Classées  F.BILLARDEY	Le Chef de l'Unité Territoriale des Côtes d'Armor,  Y. ORY

**Copie à :** dossier, chrono, SPPR